

# L'agenda Palestinien made in GrenobLe.

• 1er Mai à 10h de la gare de Grenoble - Manifestation inter-luites avec un cortège Palestine et un stand à la fin du cortège de documentation et de nourriture pour soutenir la lutte pour la Palestine.

• Du 3 au 19 mai : le Collectif Anti-Répression Isère prépare une nouvelle Quinzaine anti-répression : deux semaines de projections, de formations, de rencontres, de présentations de livres, et de fêtes aussi. L'occasion de se former à des pratiques de sécurité pour protéger et prendre soin de nos collectifs de lutte.

• Projections des films de Eyal Sivan, en sa présence à Beyli 13 rue Henri Le Chatelier.

Vendredi 3 mai 19h30 - Jaffa, la mécanique de l'orange, 2009 (88 minutes).

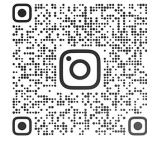
L'orange de Jaffa est l'un des symboles qui ont servi à construire le discours sioniste sur la Palestine : un « désert » que « nous avons fait fleurir ». L'histoire de cette orange dévoile un siècle d'histoire israélo-palestinienne.

Samedi 4 mai 17h30 - Etat commun, conversation potentielle, 2012 (124 minutes).  
Vingt ans après les accords d'Oslo, la « solution des deux États » en Palestine-Israël est dans l'impasse. Le concept révolutionnaire d'Etat commun est d'abandonner la notion de partition du territoire pour embrasser celle du partage. Suivi d'une conférence avec Eyal Sivan autour de son livre "Un Etat commun entre le Jourdain et la mer (éditions La fabrique, 2012).

Dimanche 5 mai, de 10h à 17h30 - Route 181, fragments d'un voyage en Palestine - Israël, 2003 (270 minutes, diffusé en 3 parties\*).

L'Israélien Eyal Sivan et le Palestinien Michel Khleifi entreprennent un road-movie cinématographique qui suit une ligne virtuelle, du nom de la résolution 181 adoptée par les Nations Unies en 1947, qui prévoyait la partition de la Palestine en deux États. Au hasard de leurs rencontres, ils donnent la parole aux Israélien.nes et Palestinien.nes, saisis dans l'ordinaire de leurs vies quotidiennes. Chacun.e à sa manière d'évoquer les frontières.

Où nous retrouver?



LIBÉRONS GEORGES IBRAHIM\_38



UNI.LE.SPOULIRI.PALESTINE



GRENOBLE\_PALESTINE\_



URBEPAL.E.PALESTINE.GRENOBLE

## Ressources ?

- Le film de Mai Masri - 3000 nuits. Synopsis: "Accusée à tort, une jeune enseignante palestinienne est incarcérée dans une prison de haute sécurité israélienne et découvre qu'elle est enceinte. Elle donne naissance à un fils dans la prison où elle se bat pour le protéger et survivre."
- Le documentaire La case prison met en évidence le rôle de la prison dans l'occupation israélienne.
- Stéphanie Latte Abdallah "La toile carcérale. Une histoire de l'enfermement en Palestine" (Bayard)
- Zaino Assia "Des hommes entre les murs, comment la prison façonne la vie des palestiniens" (Agone)

## Jumelage de Grenoble avec Rehovot : Demandons à Eric Piolle de mettre un terme au jumelage de la honte !

Résumé de la pétition : A plusieurs reprises récemment, Eric Piolle a réaffirmé son soutien au jumelage entre Grenoble et Rehovot, ville faisant partie de l'état colonial d'Israël. Nous, résident.es et citoyen.nes de la ville de Grenoble, refusons d'être complices de ce génocide. Nous refusons le colonialisme et les crimes contre l'humanité qui en sont indissociables. Nous rappelons qu'il s'agit d' un opprimé et d'un oppresseur, d'un colonisé et d'un colonisateur. Nous demandons donc à Eric Piolle, aux élu.es de la ville de Grenoble et aux partis politiques de la majorité municipale de faire preuve de cohérence et de mettre un terme définitif à ce jumelage.

Stop au Jumelage Grenoble-Rehovot, signons la pétition :



# PALESTINE VIVRA ET VAINCRA

فلسطين ستنتصر

LES NEWS DU COMITE PALESTINE

Spéciale journée de solidarité avec les prisonnier.es palestinien.nes.

Et pierre par pierre, et mur par mur, nous détruirons les prisons coloniales!





## Israël mène une guerre contre l'humanité du peuple palestinien :

- Près de 33 000 morts et plus de 75 000 blessés au 8 avril 2024 selon les autorités sanitaires locales. Dont, 10 000 femmes tuées à Gaza depuis le début du génocide parmi lesquelles environ 6000 mères, laissant 19 000 enfants orphelins, selon l'ONU. 155 000 femmes enceintes et jeunes mères luttent pour survivre. 5 500 femmes accouchent dans le mois à venir, il y a eu environ 42000 naissances depuis le début de la guerre
- 2,2 millions de personnes – souffre d'insécurité alimentaire, tandis que plus d'1,1 million de Palestiniens sont en situation de famine. « On a atteint un tel niveau de crise, qu'une trêve ne permettrait pas de résorber durablement la famine ». (carenewsinfo au 17 avril).
- Sur les 36 hôpitaux de Gaza, seuls 10 restent à peu près fonctionnels. Les amputations et les opérations chirurgicales sont effectuées sans anesthésie.
- Selon Oxfam, 97 % de l'eau disponible dans l'enclave est impropre à la consommation faisant courir les risques d'explosion des maladies hydriques.
- 60 % à 70% des bâtiments ont été détruits.
- La semaine dernière, les autorités coloniales israéliennes ont bloqué 420 camions d'aide alimentaire au point de passage de Rafah et les camions qui tentent de rentrer sur le territoire attendent généralement entre 20 et 30 jours à la frontière, selon Action contre la faim. Des contrôles excessifs des autorités israéliennes et une absence de liste claire sur ce qui est autorisé à pénétrer à l'intérieur de l'enclave "expliquent" la longue attente : « Des humanitaires peuvent rester bloqués à l'entrée à cause d'une paire de ciseaux ».
- Des experts indépendants des droits de l'homme ont estimé que l'utilisation présumée de l'intelligence artificielle sur des cibles à Gaza par l'armée israélienne avait un impact sans précédent sur les civils, les logements et les services. Cette « destruction systématique et généralisée » constitue un crime contre l'humanité, ont insisté les experts indépendants.

Sources : site de l'ONU , OXFAM , MSF

## Emprisonnés.es dans les prisons coloniales israéliennes, rappel des chiffres :

- 9500 prisonniers.es politiques
- 80 prisonnières
- 200 enfants
- 3660 détenus administratifs.

Source : site de Adameer.

## Samidoun : le réseau pour la solidarité avec les prisonnier.es

Samidoun est un réseau international de militant.es qui œuvrent pour la solidarité avec les prisonnier.es palestinien.es dans leur lutte pour la liberté. Samidoun s'est développé à partir de la grève de la faim de septembre-octobre 2011 des prisonnier.es palestinien.es dans les prisons israéliennes, constatant la nécessité d'un réseau dédié au soutien des prisonnier.es palestinien.es.

Leur objectif est de sensibiliser et fournir des ressources sur les prisonnier.es politiques palestinien.es, leurs conditions, leurs demandes, et leur travail pour la liberté pour eux-mêmes, leurs compagnons de prison, et leur patrie.

Nous travaillons également à l'organisation de campagnes visant à provoquer des changements politiques et à défendre les droits et les libertés des prisonniers palestiniens. Samidoun cherche à obtenir justice pour les prisonniers palestiniens par le biais d'événements, d'activités, de ressources, de délégations, de recherches et de partage d'informations, ainsi qu'en construisant des ponts avec le mouvement des prisonniers en Palestine.

Nous cherchons à amplifier les voix des prisonnier.es palestinien.es, des anciens prisonnier.es, des familles de prisonnier.es et des défenseur.es palestinien.es de la justice et des droits humains en traduisant, en partageant et en distribuant des nouvelles, des interviews et des documents en provenance de Palestine.

Construire la solidarité avec les prisonnier.es palestinien.es est une responsabilité. Les prisonnier.es palestinien.es sont au cœur de la lutte pour la liberté et la justice en Palestine - ils représentent l'emprisonnement d'un peuple et d'une nation. Le mouvement des prisonnier.es palestinien.es a toujours été au centre du mouvement de libération et luttent quotidiennement pour le retour et la libération de toute la Palestine et de tous les Palestiniens.

## "Des hommes entre les murs. Comment la prison façonne la vie des Palestiniens"

Avec ses 550 habitants, Nabi Saleh, village de Cisjordanie asphyxié par la colonie israélienne voisine de Halamish, fait figure de laboratoire et de modèle réduit de l'occupation. Historienne de formation, Assia Zaino y a mené une enquête inédite et rigoureuse sur la situation carcérale, qui éclaire l'importance qu'elle revêt pour le mouvement national palestinien. Les luttes des prisonniers et de leurs familles sont devenues un élément identitaire largement partagé. A partir de témoignages exceptionnels d'hommes, de femmes et d'enfants, elle restitue la complexité d'expériences traumatiques (tortures et traitements dégradants, détention administrative) qui peuvent aussi entraîner un renforcement tant individuel que collectif du rapport à la lutte. Les accords d'Oslo (1993) marquent un tournant de cette histoire carcérale. Jusqu'à cette date, les prisonniers pouvaient s'organiser et se former politiquement. A partir des années 2000, la répression gagne en intensité et les établissements pénitentiaires sont relocalisés à l'intérieur du territoire israélien. La grève de la faim d'avril 2017 est venue rappeler le sort des 6 500 détenus palestiniens — dont 62 femmes et 300 mineurs.

Prisoner's Day - 3. Kamei Al Mughanni, 1977

Source : Assia Zaino Agone, coll. « Mémoires sociales », Marseille, 2016. Article de Marina Da Silva dans le Monde Diplomatique paru en 2017.

## Focus : Le collectif "Libérons Georges Abdallah 38"

Le collectif « Libérons Georges Abdallah 38 » est né par le regroupement de plusieurs militant.es anti-colonialistes qui luttent depuis plusieurs années pour faire connaître la lutte autour du prisonnier Georges Abdallah. Georges, c'est un militant révolutionnaire arabe libanais et militant de la Cause Palestinienne, interné en France depuis 1984 et détenu à Lannemezan à Pau. Il est libérable depuis 1999, et maintenu en prison notamment suite aux pressions des États-Unis et d'Israël. A plusieurs reprises, le ministère de l'intérieur est intervenu pour bloquer son expulsion, ce qui prouve aussi la complicité du gouvernement et de son utilisation du système judiciaire pour de la répression politique. Aussi, on pointe directement les volontés impérialistes de l'état français sur la question du proche-orient. Maintenir Georges en prison c'est une volonté de le « tuer » de le maintenir au silence, parce que pour eux le libérer consisterait en un risque de renforcer les luttes anti-colonialistes.

Georges c'est le plus ancien prisonnier politique d'Europe, il a passé plus de temps en prison que Mandela. En tant que militant.es anti-impérialistes vivant en France, qui a une part active dans le soutien de l'état colonial israélien et est elle même une puissance colonialiste et impérialiste, il est de notre responsabilité de rendre visible cette situation et de créer un rapport de force pour exiger sa libération. Chaque année, le collectif organise le départ collectif de Grenoble pour la prison de Lannemezan pour participer à la mobilisation nationale pour demander la libération de Georges. Pour le collectif lutter pour exiger sa libération c'est indissociable de la lutte pour une Palestine libre. On se rattache aux luttes contre la colonisation et pour la libération de la Palestine historique de la mer au Jourdain, qui exige le droit au retour de tous les réfugiés depuis 1948.

## Retour sur la manifestation à Lannemezan du 6 avril 2024:

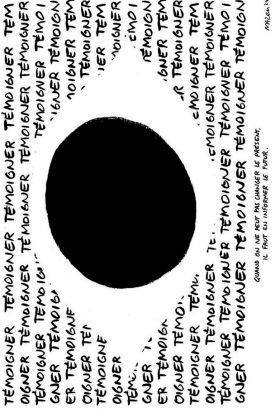
Appelée par de très nombreuses organisations politiques, associatives et syndicales, c'est finalement 2000 personnes qui ont rejoint la manifestation pour la libération de Georges Abdallah jusqu'aux portes de la prison de Lannemezan. Celle-ci était exceptionnellement organisée ce samedi 6 avril suite à la répression qui avait touché la manifestation précédente en octobre dernier. Et ce fut bel et bien un succès collectif ! Rendez-vous en octobre pour le prochain départ !



May you be patient... May you be strong...  
 May you be hopeful... May you be loving... May you be proud...  
 May you be resilient... May you be undefeatable...  
 May you be forgiving... May you be brave...  
 May you be generous... May you be authentic...  
 May you be just... May you be humble...  
 May you be invincible... May you be calm...  
 May you be fearless... May you be resourceful...  
 May you be welcoming... May you be determined...  
 May you be educated... May you be courageous...  
 May you be stubborn... May you be friendly... May you be defiant...  
 May you be resistant... May you be rightful... May you be rooted...  
 May you be beautiful... May you be eternal...  
 @mazenkerbij #PALE 24

## Khalida Jarrar toujours enfermée

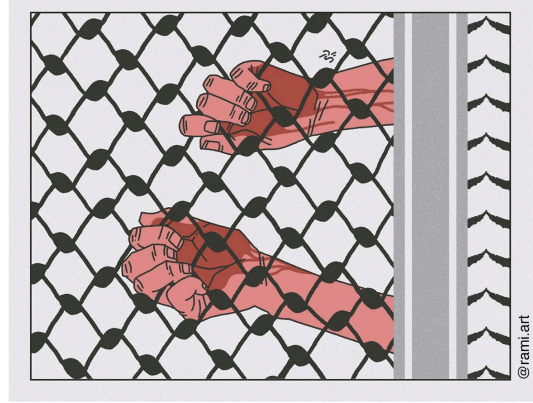
Khalida Jarrar est l'un des nombreux exemples de résistants palestiniens qui ont emporté avec eux leur fermeté (sumud) et leur résistance à l'intérieur des prisons israéliennes, trouvant des occasions de se battre, malgré leur confinement, malgré la douleur physique et la torture psychologique. De plus, au lieu de considérer la prison comme un enfermement forcé, Khalida Jarrar l'a utilisée comme une opportunité d'éduquer et d'autonomiser ses codétenues. En fait, ses réalisations en prison ont changé le visage du mouvement des prisonnières palestiniennes.



## Prisonniers à vie : "le cimetière des nombres"

Parmi les plus de 9500 prisonniers palestiniens, 600 sont condamnés à la prison à vie. Parmi les doyens des prisonniers la majorité ont été condamnés à la perpétuité. Les peines de prisons à vie peuvent être accumulées et il n'est pas rare que des prisonniers doivent rester en prison pour des centaines d'années. Lorsque les prisonniers meurent avant d'avoir effectué la totalité de leur peine, leur corps est gardé captif dans des morgues ou un cimetière appelé "cimetière des nombres" où un matricule remplace leur nom, jusqu'à la fin de leur condamnation. Le prisonnier palestinien dont la peine est la plus longue est aujourd'hui Abdallah Barghouti, condamné à 67 fois la prison à vie.

Source: Samidoun et Urgence Palestine.



## La Palestine et ses 1200 Gandhi : la « bataille du ventre vide » dans les prisons coloniales israélienne

Le 17 avril 2012, les prisonniers palestiniens ont lancé une grève de la faim de masse pour exiger la fin de la détention administrative, de l'isolement et des autres mesures punitives prises contre eux, dont le refus des visites familiales et de l'accès à l'enseignement universitaire. Environ 1200 prisonniers palestiniens de toutes factions ont entamé une grève de la faim illimitée. [...] Comme lors des grèves de la faim précédentes, le service pénitentiaire israélien a intensifié ses punitions contre les prisonniers en grève de la faim pour essayer de briser leur campagne. Parmi les méthodes punitives actuellement en cours, on trouve des attaques contre les quartiers des prisonniers, la confiscation des effets personnels, les transferts d'une prison à une autre, le placement en confinement solitaire, les amendes et la privation de visites des familles et des avocats. Ces prisonniers ont mis fin à leur grève de la faim au mois de mai 2012 suite à un accord conclu avec Israël leur promettant la libération. Toutefois, certains d'entre eux ont décidé de reconduire leur grève après qu'Israël ait enfreint l'accord en renouvelant leur détention sans chef d'accusation.

Source: site de l'UJFP - article " Point sur la grève de la faim des prisonniers palestiniens, 25 avril 2012. Publié le 30/04/12

## Samer Al-Issawi, plus longue grève de la faim en prison !

Samer Al-Issawi a enregistré la plus longue grève de la faim (227 jours) pour protester contre sa détention administrative, sans procès. La grève de la faim de Samer fut inspirée d'un mouvement de grève de masse, entamé plus tôt par quelques 2000 prisonniers Palestiniens qui ont décidé de refuser la nourriture pour protester contre ladite détention administrative. En effet, cette politique permet à Israël de détenir des prisonniers sans chef d'accusation pour une période de six mois, renouvelable pour une durée indéterminée. Amnesty International et Human Rights Watch ont qualifié la détention administrative opérée par Israël de violation du droit humanitaire international. Des milliers de Palestiniens ne sont descendu.es presque chaque jour dans les rues pour appeler à la libération de Samer. Ils se sont souvent heurtés aux forces de l'occupation israélienne qui essayaient de les disperser avec des gaz lacrymogène et des balles d'acier enrobées de caoutchouc. Souvent, l'armée faisait usage de balles réelles. Très vite, la voix du mouvement de libération de Samer ainsi que celles des autres prisonniers palestiniens ont résonné au-delà des frontières pour enfin susciter un large soutien international, avec des mouvements et des manifestations de solidarité en Europe et aux Etats-Unis.

Source : Article de Info-Palestine - "L'icône des grévistes de la faim Samer Issawi est enfin libre". Publié le 24 décembre 2012.



# La toile carcérale. Une histoire de l'enfermement en Palestine, le livre Stéphanie Latte Abdallah

Cet ouvrage analyse les transformations du contrôle carcéral exercé par l'Etat Israélien depuis 1967. Le prise de contrôle militaire des Territoires Palestiniens (Gaza et la Cisjordanie) marque le début d'une structuration dirigée par l'armée, la police et les tribunaux militaires qui construisent un réseau de prisons réservées aux Palestiniens. Jusqu'à la première Intifada (1987-1993), le carcéral sert à contrôler et à réprimer une action politique palestinienne où les prisonniers sont des acteurs clefs. A partir des années 1990, les services de renseignement israéliens (Shin Bet) prennent progressivement la direction d'une toile carcérale opérant au moyen de l'armée et d'un système juridique militaire plus élaboré qui s'étend désormais à des actes de type non sécuritaires. Le réseau des prisons « politiques » est progressivement placé sous le contrôle des autorités carcérales israéliennes (Shabas) dans une logique de rentabilisation et de normalisation de l'emprisonnement. L'Etat israélien s'engage dans une privatisation de plusieurs dispositifs de contrôle en mettant en place un management interne de type néolibéral : réduction du coût salarial et bureaucratisation, mais aussi monétarisation des systèmes juridique et pénitentier. Une privatisation qui doit permettre à Israël de rentabiliser et de légitimer le contrôle militaire des Palestiniens.



## Services de renseignement, tribunaux et prisons : les fils de la toile carcérale

Jusqu'à 17 000 palestiniens – dont 3 000 femmes – seront arrêtés pendant les mobilisations de la première Intifada qui éclate en novembre 1987. La Conférence de Madrid de 1991 marque la fin du soulèvement populaire et ouvre la séquence des négociations israélo-palestiniennes « signature des Accords d'Oslo I » (1993) puis d'« Oslo II » (1995) vont instituer la division géographique et politique des Palestiniens entre Jérusalem, Gaza et la Cisjordanie. [...] Plus de 100 différents permis régulant désormais les circulations ont ouvert la création du délit de « présence illégale dans une zone » et ont accru la part prise par ces délits de « droit commun ». Des délits qui sont majoritairement sanctionnés par des amendes (dont les montants ont été multipliés par 10 depuis 2010) et qui alimentent un business carcéral.

Si en 1986 une loi israélienne criminalise l'appartenance à tous les partis politiques palestiniens, une gamme toujours plus large d'actions contestataires a été réprimée depuis, comme le montrent les arrestations systématiques des acteurs du réseau de Résistance Populaire depuis 2005. Répartis dans des quartiers différents des districts communs israéliens, les prisonniers palestiniens sont identifiés par les services de renseignement comme des « détenus de sécurité » et sont placés dans un régime durci de détention spécifique où leurs droits sont drastiquement réduits. Latte Abdallah qualifie le fonctionnement des tribunaux militaires comme relevant de l'exercice d'un droit sans justice, où le droit est réduit à une pure performance verbale à destination des scènes publiques israéliennes et internationales. Juges, procureurs et traducteurs organisent ainsi la tenue d'un procès où le Shin Bet reste l'acteur clef mais invisible du système judiciaire. Les dossiers sont rarement consultables par les avocats qui tentent de naviguer dans le système des safra ou « accords contre aveu » qui représentent la quasi-totalité des résolutions de procès.

# "La révolution captive, la lutte anticoloniale des femmes palestiniennes et le système carcéral israélien"

Le livre de Nahla Abdo - résumé :

Depuis près d'un siècle, les femmes palestiniennes luttent contre le colonialisme, l'imperialisme et toutes formes d'oppression. Pour leurs idées et leur implication réelle ou supposée dans la résistance, des milliers d'entre elles ont été arrêtées et emprisonnées par l'armée israélienne dans des conditions inhumaines et sans procès. Nahla Abdo, elle-même arrêtée pour avoir lu des poèmes révolutionnaires, a échangé avec d'anciennes détenues politiques, incarcérées dans les années 1960 jusqu'à la fin des années 1980, une période encadrée par la Naksa et la première Intifada. A travers leurs témoignages, elle analyse le système carcéral israélien, ses méthodes, son extrême violence allant jusqu'à la torture psychologique, physique et sexuelle, et le contexte dans lequel se déroulent ces arrestations : l'occupation et la colonisation de la Palestine par Israël, soutenu par des puissances occidentales. Mettant en relation les expériences d'autres femmes détenues politiques dans le monde (Algériennes, Libanaises, Marocaines, Nord-Irlandaises...), Nahla Abdo souligne également le silence d'un féminisme institutionnel marqué par l'orientalisme à propos des résistantes palestiniennes, souvent considérées comme peu éduquées ou même terroristes.

A rebours de cette perception, elle donne voix à des femmes fédérées par une culture révolutionnaire nourrie de textes symbolisant le combat pour la liberté. La Révolution captive montre aussi que la lutte des détenues politiques ne s'arrête pas aux portes des prisons : à l'intérieur de celles-ci, les Palestiniennes poursuivent leur engagement par la résistance aux pressions, aux interrogatoires et aux ordres, la grève, la solidarité, l'échange de savoirs et la formation collective.

Ce livre, l'un des premiers sur le sujet publié en France, vient contre l'invisibilité qui entoure les détenues politiques palestiniennes et rappelle leur place majeure dans la lutte pour l'indépendance de la Palestine.



Témoignage de Ahlam, issu du livre :

"Ils [les interrogateurs] m'ont plusieurs fois menacée d'agressions sexuelles et de viols... Les occupants ont compris la mentalité des femmes arabes et connaissent nos ressentis et nos points faibles. Quand ils ont affaire à une détenue tenace, ils la harcèlent d'autant plus sexuellement... un jour, l'interrogateur m'a dit "Nous allons te faire ceci et cela" [il menaçait de la violer] et s'est approché de moi avec l'intention de déboutonner mon chemisier. Je l'ai regardé alors dans le blanc des yeux en lui disant : "Ne vous donnez pas ce mal, je vais le déboutonner moi-même !"

FREE ALL PALESTINIAN  
POLITICAL PRISONERS



## Solidarité avec les familles de victimes de violence policière !

Communiqué suite à l'interdiction de la marche de ce 21 avril  
Il y a quelques mois nous décidions d'appeler à une manifestation pour alerter sur le danger couru par nos enfants à cause du racisme en France et ailleurs. Parce que nous étions préoccupées par les convocations de gamins de 10 ans pour « apologie du terrorisme » dans un climat de plus en plus islamophobe, comme par les répressions sauvages de blocus lycéens. Parce que nous étions apeurées par les crimes policiers de Nahel, de Wanys, de Theodor et Justin. Parce que nous étions sidérées par la mort de près de 10 000 enfants à Gaza. La préfecture vient d'interdire notre manifestation prévue ce dimanche et appelée par un large arc d'organisations. En cause : les mots d'ordre et « les fondements » de la manifestation. C'est d'abord le fait de dénoncer des crimes policiers qui pose problème notamment parce que cela serait de nature à attirer des éléments violents. C'est ensuite le souhait de « porter attention aux enfants de Gaza » qui serait susceptible de provoquer l'expression de slogans antisémites, en dépit du fait que pas un incident n'ait émaillé le juste mouvement de solidarité avec la Palestine qui a lieu depuis octobre dernier.  
On en arrive donc par une formidable opération kafkaïenne à cette situation : organiser une manifestation pour dénoncer les racismes, l'islamophobie et pour la protection de tous les enfants devient une provocation violente aux yeux de l'Etat français et se voit interdite à ce titre.  
Cette interdiction ne surgit pas de nulle part. Elle s'ancre dans un virage autoritaire et raciste qui s'accélère d'année en année. Dissolutions d'associations antiracistes ou écologistes et interdictions de manifester vont désormais de pair avec la brutalisation quasi systématique des manifestants et une impunité presque totale pour les crimes policiers.

Dans notre appel à la marche, nous écrivions : « Le monde observe la dégringolade du "pays des droits de l'homme" avec stupefaction. Ce pays que nous chérissons, la France, et que nous voulons laisser à nos enfants, nous trahit et trahit son passé. Que sont devenues les voix de la conscience universelle ? Où sont les Abbé Pierre, les Sartre, les Stéphane Hessel ? Où sont les Rosa Parks, les Angela Davis, Frantz Fanon, les Mandela de France ? (...) »

Ce cri d'alarme ne doit pas se heurter à un mur de silence. Il doit être entendu à travers tout le pays et même au-delà. Il en va de l'avenir de nos enfants, de leur santé physique et psychique comme il en va de la santé morale de notre pays. »

L'interdiction de notre marche, comme celle de la conférence de Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan ce soir à Lille, sont le signe que non seulement ce cri n'est pas entendu, mais qu'un basculement est en cours. Il est plus que jamais vital que l'ensemble des organisations du mouvement social, comme toutes les consciences du pays, en prennent la mesure et s'organisent en conséquence. La question se pose à toutes et à tous : est-ce que nous souhaitons voir nos enfants grandir dans un état policier ?

Amal Bentounsi et Yessa Belkhdja, Collectif Marche 21 Avril 2024

« CONTRE LES RACISMES, L'ISLAMOPHOBIE ET POUR LA PROTECTION DE TOUS LES ENFANTS »

## Résistances palestiniennes : des générations de prisonniers politiques et leurs soutiens

L'enquête de S.Latte Abdallah montre aussi les résistances palestiniennes à la violence carcérale. La chercheuse retrace ainsi un segment peu connu du champ politique palestinien, celui du Mouvement des prisonniers et de son rôle dans le Mouvement national palestinien [...] Dans les années 1960-1970, les prisonniers, hommes et femmes, luttent pour faire reconnaître leur statut de prisonniers politiques. Ils mènent plusieurs grèves collectives contre le travail obligatoire et pour exiger la séparation de leur quartier de celui des droits communs. La période qui s'étend de 1974 à 1987 voit l'essor de la génération du Mouvement des Prisonniers qui élabore un contre modèle carcéral s'inscrivant dans la stratégie révolutionnaire menée par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Avec le déclenchement de la première intifada (1987-1993), toute une génération de leaders de l'intérieur est emprisonnée. Les prisonnier·ères acquièrent une dimension symbolique nationale et constituent une communauté d'expérience unifiée au-delà des partis politiques, des origines sociales et géographiques. [...]

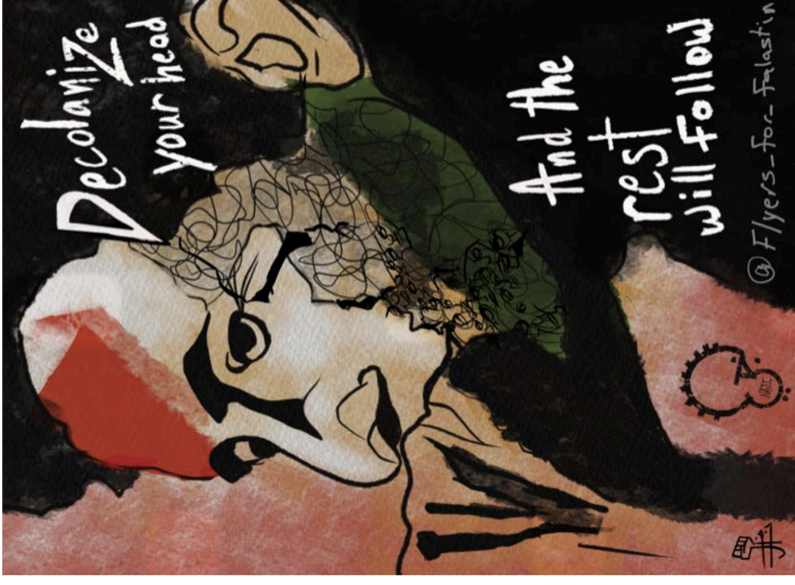
@mazenkerbaj

## Les enjeux des luttes anti carcérales au sein du Mouvement National Palestinien

[...] Le déclenchement de la seconde Intifada en 2001 marque l'échec de la stratégie des négociations défendue par une Autorité Palestinienne (AP) qui perd en crédibilité. La victoire de Hamas aux législatives de 2006 indique notamment un désaveu des négociations menées par l'AP. Le refus américain et européen de reconnaître le gouvernement d'union nationale mis en place après ces élections aggrave les affrontements intra-palestiniens entre partisans du processus de paix et ses opposants, affrontements qui font une dizaine de morts. Les prisonniers politiques s'engagent face à cette crise en produisant le document des prisonniers de 2006. Rédigé et ratifié par des représentants emprisonnés de l'ensemble des forces politiques palestiniennes, ils posent les bases d'une réconciliation nationale en articulant le renforcement de l'AP avec celui de la résistance populaire. Après l'échec de son application, les prisonniers continuent d'incarner un appui à la réconciliation mais aussi une preuve de l'échec des accords d'Oslo. Marwan Barghouti, leader du Fatah condamné à vie pour son rôle clef dans la seconde Intifada, a été l'un des rédacteurs clef du document et devient progressivement un acteur majeur d'une opposition grandissante au sein même du Fatah contre l'AP.

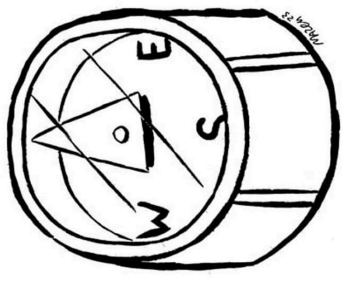
[...] S'il est un objet de mobilisations, le carcéral est également utilisé pour contrôler l'opposition politique dans ce contexte de crise profonde de légitimité de l'AP. Les dernières arrestations des manifestants mobilisés contre l'assassinat du militant Nizar Banat ont ravivé la question des arrestations intra-palestiniennes. A Gaza, le Hamas emprisonne des opposant·es craignant surtout que des mobilisations sur les questions sociales mettent en accusation leur gestion du pouvoir. [...]

Source: Extrait de Flora Gonsse, « Stéphanie Latte Abdallah, La toile carcérale. Une histoire de l'emprisonnement en Palestine », Genre, sexualité & société [En ligne], Analyses et comptes-rendus, 2023.



Decolonize Your Head - Nidal El Khairy, 2024

# Palestine



## IS THE WORLD'S MORAL COMPASS



# Hommage a Walid Abu Daqqa, les révolutionnaires ne meurent jamais !

L'écrivain palestinien Walid Daqqa meurt en détention en Israël, après trente-huit ans de prison. La dépouille de l'activiste, qui souffrait d'un cancer, est toujours retenue par les autorités israéliennes. Quinze Palestiniens sont morts en prison en Israël depuis le 7 octobre 2023. Walid Daqqa n'a jamais pu sortir du « lieu sans porte », expression qu'il utilisait pour évoquer la prison, dans ses discussions avec sa fille, Milad, aujourd'hui âgée de 4 ans.

L'écrivain palestinien, citoyen d'Israël, y a passé trente-huit ans et y est mort, dimanche 7 avril, à 62 ans. Il souffrait d'une rare forme de cancer de la moelle osseuse, diagnostiquée en décembre 2022. L'an dernier, la justice israélienne avait rejeté sa demande de libération anticipée pour raisons de santé.

Depuis le 7 octobre 2023, Walid Daqqa « a été torturé, humilié, privé de visites de sa famille et négligé encore plus qu'avant sur le plan médical. Entre-temps, il a été hospitalisé à deux reprises en raison d'une dégradation de son état de santé », alertait en mars l'ONG Amnesty International, demandant sa libération. Il n'a vu son avocat qu'une seule fois en six mois. Dans une déclaration diffusée le 7 avril, le FPLP a déploré la perte de l'écrivain révolutionnaire, du théoricien et de l'animateur et a écrit : « Au moment où le Front populaire pour la libération de la Palestine dit adieu à son camarade le dirigeant, le penseur, l'écrivain, la source d'inspiration et le grand théoricien, il s'engage à être loyal envers son héritage national, et intellectuel de première ligne, via lequel il a fait son objectif de la Palestine et de la cause de sa libération. Jusqu'au moment de son départ, il est resté hanté par la Palestine, la Palestine tout entière, du fleuve à la mer. Gloire au grand martyr de la Palestine et de l'humanité. »

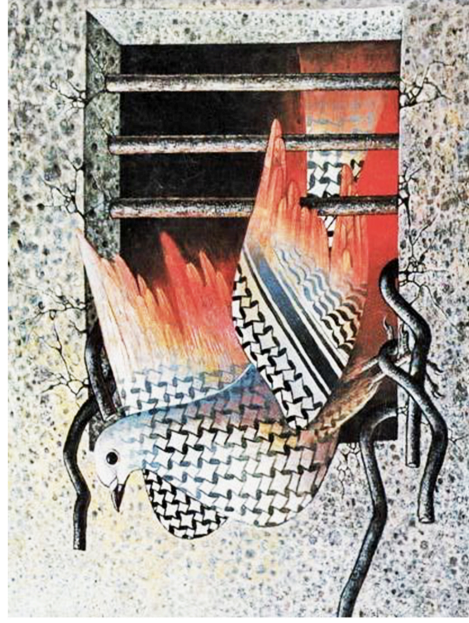
## Sur la résistance de Walid Daqqa, l'écrivain palestinien Wisam Rafeedie a écrit :

« Le prisonnier qui résiste n'a nul besoin de prouver son humanité. C'est un point discutable – cette humanité, ils en sont dignes. C'est le gardien de prison sioniste qui manque d'humanité face au prisonnier qui résiste. Walid a non seulement affirmé son humanité mais a également prouvé que sa conscience, comme celle de milliers d'autres prisonniers, n'avait pas été brûlée. Il a dénoncé la politique et la pratique d'Israël ciblant les prisonniers et consistant à leur brûler la conscience. »

« À travers toutes les étapes de sa vie en prison, Walid n'a jamais renoncé au rôle prépondérant qu'il tenait au sein du mouvement des prisonniers (...) Il a toujours été engagé dans son rôle dans la lutte nationale en tant qu'activiste à la conscience élevée, au contraire de la poignée de dirigeants qui ont choisi de jouer le rôle de « kapo ». Walid n'a jamais arrêté sa production intellectuelle pointue, ni sa production littéraire à l'usage des adolescents ni la mise sur pied de la fraternité et de la camaraderie parmi ses compagnons prisonniers qui, tous, peuvent témoigner de son caractère. »

"Ô martyr repose toi, nous continuerons le combat"

Toutes nos pensées vont à la famille et aux proches de Walid Abu Daqqa.



Sliman Mansour  
Palestinian Affairs magazine  
1981

## Avez-vous le sentiment de briser un tabou lorsque vous soutenez ce genre de positions ? Avez-vous pu constater l'impact de vos actions autour de vous ?

Notre engagement a cassé des amitiés et relations familiales. Il n'y a pas cet espace de libération de la parole dans la communauté juive... Il n'y a pas de la place au doute, d'exprimer à l'oral pour construire sa pensée. Donc notre collectif a donné de la force à des camarades! En même temps, le repli nationaliste est attrayant. Il ya une grande rage contre l'état en Palestine occupée (ISR), même du côté des sionistes, car il a condamné les otages... mais c'est difficile voir impossible de parler des palestiniens. La question qui embête au fond, c'est comment s'organiser si l'état tombe et que les frontières s'ouvrent. Et comment vivre... après un nettoyage ethnique...

## Question libre Comment penser la suite?

Cela sera aux insurgés de décider. Aux palestiniens principalement. Faire le deuil d'un génocide c'est lourd collectivement et nous marque à tout jamais... La solution à deux états n'est pas possible, c'est fini depuis les années 90's, il n'y a plus de terres palestiniennes pour cela. La question "mais après qu'est ce qu'on fait?", demande de définir c'est qui le "on". Il y a des villages de bergers palestiniens qui s'organisent de façon communautaire, il ya des quartiers entiers avec des migrantEs soudanais, il ya des villes très pauvres qui luttent contre les violences policières negrophobes (violence sur les juives ethiopiennes). La Palestine cest pas TelAviv Yaffa, vitrine de l'occident. Il nous faut aussi faire un échos aux luttes régionales: les comités de quartier en Syrie pendant la révolution contre Bachar Al Assad, ou le Kurdistan fédéraliste très inspirant, la rue iranienne Femme Vie Liberté organisée contre le régime...

Dans tous les cas, il nous faut inscrire un ancrage ici. Nous appelons à rejoindre la campagne StopArmingIsraelFrance, et ne pas laisser la lutte sociale d'une part et les manifestations pour la Palestine de l'autre. Le point commun est notre gouvernement, qui arme un génocide en Palestine, tout en exploitant les travailleuses en France. Aux USA, le mot d'ordre c'est "pas de bombes avec nos impôts", et ça marche très bien. Des usines d'armes et des ports sont bloqués en Angleterre et en Australie. Vive la Palestine libre! De l'argent pour les hôpitaux, pas pour les armes!

Kessem- juives féministes décoloniales  
@kessemjuivesdecoloniales  
contact : kessem\_decoloniale@proton.me

ARABIC TRANSLATION  
THE MARTYR WARNS ME  
DO NOT BELIEVE THEIR  
ULUATIONS  
BUT BELIEVE MY MOTHER  
WHEN SHE LOOKED AT MY  
PHOTO WEEPINGLY  
HOW DO WE CHANGE OUR  
ROLES MY SON  
HOW DID WE CHANGE OUR  
ROLES  
AND YOU WALKED IN FRONT  
OF ME  
I AM FIRST  
I AM FIRST  
THE PRISONER SAMY ABU  
DIAK MARTYRED

الشهيد يحذري:  
لا تصدق  
زغاريدهم  
وصدق أمي  
حين تنظري  
صورتى باكياً،  
كيف بدلنا أدوارنا، يا  
بني، وسرت أمي؟  
أنا أولاً... أنا أولاً  
الأسير سامي أبو دياك شهيداً

I Am First!  
Ahmad Sleet  
2019





## Pensez-vous que la lutte contre la colonisation peut aller de pair avec la lutte contre l'antisémitisme ? Certains penseurs affirment que les juifs ne seront pas en sécurité tant que la Palestine sera occupée, peut-tu m'en dire plus ?

Elle va de paire. Nous pensons la lutte pour la liberté, pour la libération du territoire des corps et des terres comme une seule lutte globale. Les palestiniens choisissent comment ils veulent gérer le territoire: un état, un fédéralisme de provinces... Le raccourci juives et israélien occupant met en danger tous les juives. Je voudrais préciser que rassembler les juives israéliennes à leur gouvernement est dangereux aussi. Et cela même si la majorité soutient le génocide. Il existe déjà des communautés de connaissances, de voisinage, de résistances, judéo-arabes en Palestine occupée, avec qui il est possible de co-construire un avenir. Les irélines finaux à cela sont la militarisation des milices coloniales, la distribution d'armes aux civils (30 000), et le soutien de l'occident à l'état autoritaire. Il faut dépasser la question de la sécurité juive à elle seule. Il nous faut s'allier avec d'autres minorités. Pour être en sécurité, il nous faut être ensemble. Ne pas nous renfermer sur une seule attaque (comme juive, et non pas femme par exemple). Je ne suis pas non plus en sécurité en tant que femme. Nous sommes toutes attaquées par le pouvoir en place. L'appel nationaliste (sioniste) n'est pas une réponse à la peur. C'est là où nous sommes, avec les camarades de lutte, que nous luttons contre l'antisémitisme et contre le pouvoir. N'oublions pas que l'état sioniste fut une réponse nationaliste à l'antisémitisme en Europe.

## Les actions anticolonialistes menées par les israélien-ne-s sont peu médiatisées pouvez-vous nous en parler ?

Il y a deux luttes: le refus de l'armée (lutte personnelle) et la lutte décoloniale (alliance des juives avec des collectifs palestiniens). Elles sont peu médiatisées car elles cassent la binarité du discours occidental. Et que la France est l'allié de l'état israélien. Mais aussi a cause de la repression ou manque de certitudes politiques: Il y a plusieurs centaines de prisonniers juifs dans les prisons militaires pour refus d'ordre, mais dans les prisons militaires pour refus d'ordre, mais seulement 2 ont fait une revendication publique. Actuellement, il y a plusieurs collectifs qui font un grand travail, même s'ils sont minoritaires. RadicalBloc, Ter-aviv et Free-JLM (actions et manifestations), Zochrot (écriture et visites des lieux pour sensibiliser sur la Nakba) NEW PROFIL (féministe anti-militariste, soutien pour les refus militaires), Mesarvot (mouvement lycéen de refus de l'armée, accompagnement des déserteuses). La plupart étaient déjà en soutien en 2018 devant la frontière de Gaza pendant la Grande Marche du Retour: un soulèvement populaire de Gaza pour passer la frontière. Parallèlement, les camarades partent séjourner en Cisjordanie avec les bergers palestiniens pour filmer et faire présence, pour freiner les attaques des colons armés. Des réseaux de nourriture ont aussi vu le jour. Des luttes judéo-palestiniennes dans les universités sont timides mais existantes.

## Parmi votre collectif, certain.e.s membre.s sont israélien-ne-s, comment sont-ils perçus au sein de la société israélienne? Pouvez-vous nous raconter comment le gouvernement israélien tente de silencer les voix qui s'élèvent ?

La société israélienne est multiple; mais en général comme des réveuses ou des traîtres. Les insultes misogynes et menaces de mort sont courantes. Repression par arrestations, call-out sur les réseaux sociaux, licenciements, interdiction d'enseigner à la faculté..

## Un lieu sans porte

"Un jour, après son retour d'une excursion à la mer, j'avais promis par téléphone à Milad de l'y emmener la prochaine fois. Elle avait marqué une pause pendant quelques secondes, hésitant de répondre, comme si elle ne voulait pas me choquer, avant de me dire finalement : « Non, tu n'as pas de porte. »

Pendant longtemps, chaque fois que Milad m'a appelé au téléphone, en disant « Papa, où es-tu ? », j'ai évité d'utiliser le mot « prison ». Je craignais que ce n'en soit trop pour elle, à son âge encore si tendre, de se mettre à vivre avec ce mot et ses lourdes implications. Déchiré, je me débattais en me demandant si j'allais néanmoins révéler la vérité à ma fille. Ou allais-je cacher l'amère réalité, afin d'empêcher les connotations du mot « prison » de s'incruster dans son imagination ?

Par ses visites, Milad a fini par comprendre ce qu'est une prison, bien avant d'avoir appris le sens du mot. Pour elle, c'était un endroit sans porte, où son père était confiné et qu'il n'était pas en mesure de quitter. Et, pour elle, s'il n'y avait pas de porte, il ne pourrait non plus y avoir d'excursion vers l'océan. Pas de petit déjeuner à partager. Et pas de possibilité pour moi de l'accompagner à la crèche qu'elle appelait affectueusement « l'école ».

Dès les tout premiers instants de leur existence, nos enfants en viennent à comprendre la réalité des murs, des barrières et des check-points. Ils le font longtemps avant qu'on ne les introduise au mot « occupation ». C'est ainsi que nous nous posons une question frustrante, mais d'une extrême importance pour leur éducation : Comment transformer le sentiment d'oppression engendré par cette réalité en une force d'action positive, qui pourrait contribuer à l'épanouissement constructif de leurs jeunes personnalités en plein développement ?

Tout en me demandant si je devais utiliser le mot « prison » avec Milad, les souvenirs de mes années de captivité se sont mis à jouer dans mon esprit. Au cours de ces années, il s'est fait que j'ai côtoyé non pas une mais trois générations de prisonniers : le père, le fils et le petit-fils. Peut-être est-ce l'omniprésence des prisons dans l'existence des enfants, via leurs visites fréquentes à des proches incarcérés, qui les ramène dans les confins de la prison en tant que prisonniers eux-mêmes. Dans un de mes récits sur la vie en prison, intitulé

Portrait de Walid Daqqaq par Hazem Abutawwila.



« Mon oncle, donne-moi une cigarette »

un enfant prisonnier de douze ans m'avait demandé une cigarette. Dans des circonstances normales, en dehors des murs de la prison, j'aurais dit non. Nous ne voulons pas que les enfants fument.

Mais, dans cet environnement, ce qui m'avait frappé, c'est que, par cette requête, l'enfant voulait grandir rapidement de façon à pouvoir mieux affronter les années de confinement qui le guettaient ou, peut-être, mieux se remettre de la violence de son arrestation. Via l'acte consistant à fumer, il semblait proclamer

« considérez-moi comme un adulte ». Ainsi donc, je donnai une cigarette à l'enfant. Et, finalement, en présence de Milad, j'ai donc prononcé le mot « prison ». J'ai fini par suivre le signal qu'elle m'avait adressé.

Elle m'avait appris l'importance de l'honnêteté et de la vérité quand on élève des enfants.

En fin de compte, cela n'avait guère d'importance si elle m'entendait recourir au mot « prison ». Dans son cœur, elle avait déjà ressenti ce qu'il signifiait. C'est un lieu sans porte. "

Walid Daqqa

Source : Peoples Dispatch, traduit par Jean-Marie Filémal, Charleroi pour la Palestine, publié le 7 avril 2024 par Zoé Alexandra.





# Interview Kessem

## Comment définissez-vous le collectif Kessem ? Pourriez-vous nous expliquer rapidement comment il est né ? Quels sont vos objectifs et vos revendications ?

Le collectif Kessem se définit comme un groupe de Juives françaises et israéliennes décoloniales: l'antiracisme passe par le droit au retour des palestiniens.

C'est l'horreur d'un génocide qu'il faut désormais combattre, et le système sioniste, suprémaciste qui le permet. Le collectif est né suite à la manifestation féministe du 25 novembre à Paris au cours de laquelle un collectif réactionnaire – ndr: nous ne préciserons pas le nom du collectif pour des raisons de sécurité –, a attaqué le cortège Palestine en chantant la Marsillaise, puis a accusé les manifestant.e.s d'antisémitisme, en affirmant avoir été empêchées de manifester parce que "juives". Alors même qu'il s'agissait d'une mise-en-scène médiatique, et que ce groupe était protégé par des hommes masqués aux gants coqués, ils revendiquaient être, "pour les otages" mais pas pour un cessez-le-feu. Cela a créé la confusion chez les féministes.

Nous voulions transmettre nos expériences aux féministes françaises suite à l'instrumentalisation de l'antisémitisme et du féminisme. Le fémonationalisme qui est un outil d'oppression, qui est très présent en Palestine occupée (ISR) se combat ici aussi.

Ndr: nous appellerons Palestine occupée (ISR) le territoire défini ainsi depuis les frontières de 1948 pour faciliter la compréhension du lecteur.

Les Objectifs du collectif sont d'appuyer la lutte palestinienne qui en France est silencieuse et criminalisée. Combattre la normalisation du langage génocidaire, on entend souvent "plus jamais ça pour personne" mais l'Etat arme un génocide publiquement et tourne autour du pot. Nous appelons à des positions claires et à ne rien laisser passer. (comme sur la déshumanisation des femmes avec sous vêtements femmes palestiniennes)

Travailler le narratif dans le milieu féministe concernant les enjeux de sionisme, nationalisme et antiracisme. Nous voulons transmettre les revendications du terrain des décoloniales juives de l'intérieur de la Palestine occupée (ISR) ici en France.

La Palestine est une boussole de nos luttes morales Nous sommes des féministes intégrées au milieu de lutte: grève, associations, assemblées générales... En tant que féministe décoloniales: on doit poser questions stragégiques telles que: comment durer dans la lutte, éviter le burnout militant, ne laisser personne de coté, finalement se demander comment on fait corps de lutte ensemble.

## En quoi entendre les voix juives est-il fondamental ?

Pour combattre l'antisémitisme et les raccourcis, pour se ré-approprier un récit qui nous est volé, qui est silencieusement par le pouvoir. Le but du pouvoir en France est de criminaliser la lutte palestinienne. Pour démontrer que le récit décolonial, la fracture ne se situe pas au niveau des communautés, mais bien au niveau des enjeux de pouvoirs et d'oppressions. Ce n'est pas identitaire: le 7 octobre n'était pas une attaque antisémite mais bien une offensive décoloniale avec plusieurs groupes armés. Les massacres qu'il y a pu avoir ce jour là, sont la triste conséquence directe de l'oppression vécue pendant des décennies. Cela ne nous étonne pas. Il est très réducteur de parler de "palestiniens" et de "juifs": les communautés sont bien plus diverses et mouvantes aujourd'hui.

## Que répondre à ceux qui – comme Emmanuel Macron a pu le dire en 2019 – l'antisémitisme est une des formes modernes de l'antisémitisme ?) assimilent la lutte décoloniale à l'antisémitisme ?

Empêcher la critique de tout état est un biais autoritaire. L'antisémitisme est la haine et violence contre les juives. La critique d'un état sioniste, ou de son idéologie, n'est pas la haine des juives. Les juives du monde, ou même tous les juives israéliens, ne sont pas l'état d'Israël.

## Pensez-vous que la lutte contre la colonisation peut aller de pair avec la lutte contre l'antisémitisme ? Certains penseurs affirment que les juifs ne seront pas en sécurité tant que la Palestine sera occupée, neurtu n'en dire plus ?

La protection des juives ne passe par la protection d'un état national. L'armée et l'état d'Israël ne protègent pas la population mais agissent au nom de sa protection. C'est un état autoritaire depuis toujours, avec une logique d'expansion, et désormais un dessein génocidaire. Le projet colonial israélien met en danger les juifs partout par association. En Palestine occupée, les enfants ne disent pas "qu'est-ce qu'on va faire plus tard?" mais "que fera-t-on après l'armée".

LE C E S S E Z -  
LE F E U

N ' E S T P A S  
U N D É B A T

f e m i n i s m

A G A J N S T

i m p e r i a l i s m

# s t o p a r m i n g i s r a e l

f r e e p a l e s t i n e

## En France, il est difficile de parler de la résistance palestinienne en dehors du Hamas, qu'en pensez-vous ? Comment pensez-vous la question de la libération de la Palestine ?

Personne n'a dit qu'on va jeter les juives à la mer toute la propagande est basée sur cette peur qu'on inculque dès le plus jeune âge. Les résistances palestiniennes sont nombreuses. Elles ne se réduisent pas au Hamas, si jamais c'est l'argument apporté. Personne n'est capable de citer les noms des autres groupes armés ayant participé au 7 octobre. Il est important que lors de l'attaque du 7 octobre il n'y a pas eu que des cibles civiles mais aussi techniques et militaires. Si l'idéal est de cibler des militaires, la folle regrettable des massacres a été induite par l'état colonial.

Tout acte de résistance à l'ieu d'être tout en étant évidemment contre les tueries, massacres ou viols. Mais c'est difficile de juger et réduire cela aux "résistances". Car l'état colonial a créé tellement de violence, que la réponse ne peut que décaler de la violence, incontrôlée aussi, sans surprises. D'autant que de nombreux civils sont entrés pour récupérer et voler ce qu'ils pouvaient, et n'avaient pas d'ordres précis. D'autre part, il faut parler DES résistances palestiniennes. Le mot en France choque pq il est calqué sur la résistance française et "ne doit pas être saisi". Parler de "réforme de l'état israélien" comme le font les sionistes de gauche, sans les palestiniennes n'est pas féministe, n'est pas de la lutte: on ne doit pas décider à la place des palestiniens, notre rôle est de les soutenir et de s'allier à eux.